

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°93 – mardi 07 décembre 1999.

VIVE LA MONDIALISATION !

Dans ce numéro

En bref...

Vive la mondialisation !... La conférence de Seattle a échoué. La libéralisation a buté sur la mondialisation. C'est une possibilité d'avenir que nous nous sommes réappropriés. (voir Après Seattle). Les problèmes restent à résoudre, évidemment (voir Dette et Tiers Monde et Gaz mortel en Uruguay). Mais une réalité est née derrière la chute de ce mal nommé Round du Millénaire : nous sommes l'avenir. Nous faisons entrer la démocratie, les sociétés entières, nous même, dans le XXIième siècle. Malgré les discours réducteurs (voir Etre moderne ou ne pas être ?), cette première victoire nous donne l'occasion de nous mettre au travail tout en restant vigilant. Et de ce fait la Taxe Tobin est plus que jamais d'actualité (voir Taxe Tobin, l'actualité). Du reste les faits nous rattrapent d'eux-mêmes et nous vous invitons à découvrir le travail de deux associations sur ce sujet, l'une anglaise, l'autre américaine.

Après Seattle (petite chronique)

L'échec du sommet de Seattle est un événement très important et nous pouvons légitimement nous attribuer une part de la victoire. Le sens de cet événement est double : - il met en lumière l'émergence de mouvements qui agissent en commun et se coordonnent sur la scène internationale, Seattle jouera un rôle comparable à novembre/décembre 1995 en France, un révélateur et un point d'inflexion pour l'avenir ; - il démultiplie le poids que pourront avoir les associations, syndicats, ONG dans le débat public qui va suivre l'arrêt du Millennium.

Maintenant il nous faut donner un sens à la suite, où tout du moins un sens intelligible à la partie de la société et du monde qui peut entendre nos "narrations", pour parler comme Ricardo Petrella.

Les manifestations du 27 et celles du 30, à Londres et surtout à Seattle, sont un bon point de départ. A partir de là il nous faudra mettre en avant nos exigences premières : priorité à la question sociale, à la qualité de la vie, à la démocratie. Il nous faudra rendre concrètes ces exigences à partir des dossiers d'urgence : l'annulation de la dette des pays pauvres, l'arrêt des plans d'ajustements du FMI, la lutte contre la spéculation financière, en commençant par appliquer la taxe Tobin, et, bien évidemment, l'abandon de tous les traités internationaux qui, comme l'AMI, remettraient en cause les droits des peuples.

Christophe Aguiton - Membre d'ATTAC
journal@attac.org (lui fera suivre votre courrier)

Qu'est-ce qui m'a le plus frappée à Seattle?

Vendredi et samedi, la foule à Bennaroya Hall, salle louée pour la circonstance par l'International Forum on Globalisation, pleine à craquer avec 2500 personnes et du monde dehors, applaudissant debout nos discours anti-OMC et gonflées à bloc pour lutter contre cette mondialisation.

Le dimanche, l'adhésion pleine et entière du mouvement pacifiste américain qui arrive par sa propre analyse au combat contre l'OMC, lui qui avait toujours dans le passé fait cavalier seul.



Les jours suivants, le nombre incroyable de jeunes dehors prêts à rester debout des heures durant, soudés pour ne laisser passer aucun délégué officiel. L'unité totale entre personnes défendant des causes somme toute assez différentes [environnement, consommateurs, syndicats, etc.] La volonté de rester absolument non-violent lorsque s'abattaient sur nous des gaz au poivre en fin de journée, mardi. La réprobation universelle contre les quelques casseurs anars tous en noir et très isolés. (Quelques témoins font état de provocations policières plus précises, des incitations à la violence par ceux-la mêmes qui, ensuite, faisaient arrêter les protestataires).

J'ai eu presque l'impression que les gens se sentaient de nouveau "autorisés" à faire de la politique, à s'attaquer aux puissances de l'argent, aux Transnationales qui mènent la mondialisation à travers l'OMC. C'était le calme et la détermination, mais aussi la fête. Un moment rare dont je remercie le ciel de m'avoir permis d'en être témoin et participante.

Les négociateurs européens aimeraient sans doute mieux crever qu'admettre l'efficacité des protestations à Seattle, il n'empêche! Pascal Lamy [désormais "Celui qui va dire 'oui'"] n'a pu faire passer sa concession aux américains sur les biotechnologies car les ministres européens de l'environnement présents à Seattle savaient fort bien qu'ils ne pourraient pas justifier ce revirement auprès de leurs opinions publiques.

Maintenant il s'agit de frapper pendant que le fer est chaud et que l'adversaire est en désarroi et en déroute. La suite des évènements, décidée d'un commun accord entre la Coordination pour le Contrôle Citoyen de l'OMC [CCC-OMC] et ATTAC, au prochain numéro...

Susan George - Présidente de l'Observatoire de la Mondialisation, Vice-Présidente d'ATTAC.
attac@attac.org

Lors des quelques jours de la réunion ministérielle de Seattle, des membres des comités locaux des villes de Lannion <attac22@attac.org> et de Marseille <marseille@attac.org>, ont surveillé les sites Internet officiels et contestataires afin de réunir les informations essentielles. Celles-ci étaient publiées sous forme de petits bulletins, deux fois par jour, sur la liste électronique de discussion francophone http://attac.org/listfrdiscu.htm. Voici deux informations obtenues et traduites par eux.

Violences policières à Seattle

Immobilized citizen brutalized by City-hired thugs, by Tartwash Fabungie 11:21pm Thu Dec 2 '99
A l'intersection de Broadway et Olive/John, des policiers intimident les gens avec des armes à balles de caoutchouc. Ces mêmes policiers passent ensuite à tabac un gamin seul sur un parking proche.

Seattle - Something Greater Yet To Come, by David Bacon 12:23am Fri Dec 3 '99
Un des impacts des manifestations de Seattle est celui opéré sur les manifestants eux-mêmes. Chaque mouvement est venu avec ses revendications propres (préservations des lois environnementales pour les écologistes, protection des tortues pour les défenseurs des animaux, emploi et travail des enfants pour les syndicalistes, organisation de la production et des échanges agricoles pour les agriculteurs, ...) et ses modes d'expressions: les environnementalistes par exemple se sont enchaînés les uns aux autres par groupes de 20 à 30, joignant leurs bras sous des tuyaux métalliques les rendant difficilement séparables pour les policiers, tandis que les syndicalistes défilaient en un cortège coloré, arborant banderoles et slogans imprimés. Mais au-delà de ces spécificités, c'est une culture commune de la contestation qui est née : chacun a pris conscience que les différents objets de lutte, la dégradation des conditions de travail comme les atteintes à l'environnement, ont la même origine, à savoir la course à la compétitivité et au profit. A Seattle c'est un ordre économique dans sa globalité qui a réuni ses ennemis contre lui.

Dette et Tiers Monde

Débat entre le président de la Banque Européenne d'Investissement et le CADTM (Mons, 25 novembre 99) « Tu remettras les dettes (Dt 15,1) - les pays du Tiers Monde et la dette »

L'évêché de Tournai (Belgique) a organisé une soirée de débat « Tu remettras les dettes (Dt 15,1) - les pays du Tiers Monde et la dette » aux FUCaM (Facultés Universitaires Catholiques de Mons). Le recteur, Franz Jomaux, assistait au débat. La soirée était introduite par Monseigneur Huard, évêque de Tournai : Pourquoi l'Eglise s'intéresse à la remise de la dette en l'an 2000 ? » Une approche assez traditionnelle de la problématique sans appel mobilisateur et radical. Certaines confusions et ambiguïtés : la finale de son introduction était assez ambiguë en faisant le rapprochement entre l'origine étymologique de « créancier » et « croyant ».



Une assistance très fournie: de 450 à 500 personnes - dont une bonne moitié d'étudiants - s'étaient rassemblées pour faire le point sur la dette du Tiers Monde à l'occasion du Jubilé 2000.

La soirée a débuté par un historique et un état de la question par Fabienne Leloup, professeur d'économie internationale aux FUCaM. Après quoi, Pierre Vercauteren, lui-même professeur aux FUCaM, animateur du débat, a lancé véritablement le thème en posant à Eric Toussaint et Philippe Maystadt, principaux protagonistes de la soirée, une question générale : « Quels sont les types de solutions que vous préconisez face à la dette? Pourquoi? ». Philippe Maystadt était un homme comblé ce soir-là car il était de retour de Francfort où il venait d'être intronisé à la présidence de la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Monseigneur Huard avait d'ailleurs introduit la soirée en demandant au public d'applaudir Philippe Maystatd pour son heureuse nomination.

L'intervention du CADTM a été accueillie avec un enthousiasme manifeste : nous n'en voulons pour preuve que le nombre d'encouragements qui ont été exprimés pendant comme après le débat ainsi que le nombre impressionnant d' exemplaires de « La Bourse ou la Vie » vendus au stand du CADTM (18 sur une soirée ! Du rarement vu !). Les interventions de Philippe Maystadt ont été ressenties par une partie importante du public comme des formules du genre : « Oui, mais. Non ! ». Il s'est prononcé clairement contre l'annulation généralisée de la dette des pays du Tiers Monde affirmant que ce serait leur rendre mauvais service : annuler signifiant restreindre automatiquement (?) leur accès à de nouveaux emprunts alors qu'ils en ont précisément besoin. En quelques mots, sa position pourrait être résumée de la manière suivante : l'allégement sera partiel, il résultera d'une négociation au cas par cas (ce qu'avait souhaité Monseigneur Huard) et il sera basé sur des conditions fixées par les bailleurs de fonds (toutes choses avec lesquelles le CADTM est en désaccord).

Ses contradictions ont été évidentes dans l'évocation de cas concrets : être contre Mobutu tout en ayant participé pendant plus de 15 ans comme ministre des Finances à un gouvernement qui n'a jamais véritablement rompu les liens étroits qu'il entretenait avec la dictature mobutiste et qui laisse circuler en Belgique librement et impunément les anciens dignitaires mobutistes - tout en expulsant de force des demandeurs du droit d'asile -; être pour la poursuite des crimes financiers de Mobutu et de son entourage (ainsi que de Suharto, l'ex-dictateur indonésien) mais ne pas se prononcer clairement pour la levée du secret bancaire, condition pourtant nécessaire pour enquêter sur les présumés responsables de détournements de fonds publics ; reconnaître qu'en général les plans d'ajustement structurel (PAS) ont été définis selon des critères qui ne prenaient pas en compte leur coût social désastreux mais affirmer qu'aujourd'hui le FMI a changé en donnant systématiquement la priorité à l'amélioration des dépenses dans la santé et l'éducation ; ne pas vouloir se rendre compte que les PAS continuent quotidiennement d'imposer des sacrifices insupportables aux peuples du Tiers Monde ; continuer à parler de progrès dans l'allégement de la dette des pays pauvres sans répondre à l'argumentation du CADTM qui prouve que, loin de diminuer, elle a augmenté ces dernières années; se prononcer pour une démocratisation du FMI (dont il a présidé le Comité intérimaire pendant près d'une décade) tout en refusant qu'on y applique la règle onusienne, comme le suggérait le CADTM : un Etat/une voix (Eric Toussaint avait indiqué que les USA détiennent 18,25% des voix ; le G10, plus de 50% ; la Belgique, 2,13% alors que le Brésil en détient 1,49% ; l'Inde, 2,10% ; la Chine, 2,33% ; la Fédération de Russie, 2,97% ; le Nigeria, 0,88%, etc.) ; se prononcer pour la taxe Tobin mais à condition qu'elle soit établie sur le plan mondial; se dire favorable à l' action de mouvements comme le CADTM, les encourager à continuer., mais ne pas en tenir compte quand il s'agit de prendre des décisions.

Une grande partie de la salle était très réceptive aux propositions du CADTM. Au nom de celui-ci, Eric Toussaint a plaidé en faveur de 5 priorités : 1) l'annulation totale de la dette publique du Tiers Monde (ce qui implique la réalisation des pays endettés afin qu'ils imposent l'arrêt des remboursements); 2) la réalisation d'une enquête sur les origines des avoirs détenus dans les pays les plus industrialisés par les plus riches du Tiers Monde afin de rétrocéder aux populations du Sud les montants qui leur ont été volés (« rétrocession des biens mal acquis »); 3) l'arrêt des Programmes d'Ajustement Structurel et leur remplacement par des politiques assurant la sécurité alimentaire des pays du Tiers Monde, mettant l'accent sur le développement du marché INTERIEUR et donnant la priorité à la satisfaction des besoins humains fondamentaux ; 4) la mise en pratique (par un FMI profondément réformé si c'est possible, par d'autres instances si c'est nécessaire) d'une taxe de type Tobin de manière à réduire au maximum la spéculation (comme le



souhaitait le prix Nobel d'Economie). Pour le CADTM, les recettes de ce type de taxe seraient (pour moitié, par exemple) affectées à un nouveau Fonds Mondial à constituer afin qu'il transfère ces fonds vers les pays de la Périphérie en manière de dédommagement de la part des pays du Nord pour le pillage multiséculaire auxquels ont été soumis les peuples du Sud (le Fonds Mondial de Réparation serait contrôlé directement par les pays à dédommager avec en leur sein un rôle actif des mouvements sociaux). La partie restante des recettes seraient utilisées dans les pays du Nord pour venir en aide aux citoyens (création d'emplois, développement des dépenses sociales, .) ; 5) la modification des règles du commerce international.

Eric Toussaint a précisé que les cinq mesures proposées constituaient des mesures NECESSAIRES bien qu'INSUFFISANTES. Des mesures complémentaires devraient s'ajouter à celles-ci. Le président du CADTM a également mis l'accent sur la nécessité pour les citoyens et les citoyennes de devenir des acteurs actifs et créatifs du devenir social. Sur un point, les positions opposées exprimées par Eric Toussaint et par Philippe Maystadt ont néanmoins convergé partiellement en réponse à des interpellations de la salle : la nécessité de réglementer la vie économique, de lutter contre la criminalité financière (pas d'impunité pour les criminels de la Finance, pas d'impunité pour les responsables de crime contre l'humanité, a avancé en quelque sorte Philippe Maystadt), de renforcer le pouvoir d'intervention des pouvoirs publics face aux agents économiques privés (ce qui n'a bien sûr pas empêché Philippe Maystadt de réaffirmer que l'économie de marché constituait le modèle de référence).

L'ambiance de cet échange assez tranchant, mais toujours courtois, a été détendue par les caricatures réalisées par Serdu qui pointaient sur des transparents réalisés sur place aussi bien les sujets évoqués que les comportements des orateurs. On ne peut que se réjouir qu'un tel type de débat aussi ouvert ait pu avoir lieu, en reconnaître le mérite aux organisateurs et souhaiter que d'autres conférences contradictoires soient organisées à l'avenir.

Denise Comanne
Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) - l'un des fondateurs et animateurs d'ATTAC België - Belgique
cadtm@skynet.be
http://users.skynet.be/cadtm

Taxe Tobin, l'actualité

Voici quelques informations de l'association anglaise War on Want et de l'association américaine Tobin Tax Initiative. Celles-ci, avec l'association canadienne Halifax Initiative, sont partenaires d'ATTAC sur le dossier de la Taxe Tobin. Voir http://attac.org/indexlistes.htm

Quelques précisions :
- Dans ce document il est fait référence à M. Rodney Schmidt. Vous trouverez sur le site ATTAC, deux documents écrits pas lui sur la Taxe Tobin lorsqu'il travaillait pour le gouvernement canadien
http://attac.org/fra/gouv/doc/canada.htm
- Pour ceux qui n'ont pas encore pris connaissance de tous les documents, études, etc. à votre disposition sur la Taxe Tobin, nous vous rappelons que vous les trouverez :
http://attac.org/france/
Rubrique « Propositions »
Thème « Spéculation »

WAR ON WANT

Bulletin de la campagne de "War on Want" en faveur de la Taxe Tobin.

"Soutien Massif à la Taxe Tobin"
C'est par milliers que les membres et les sympathisants de "War on Want" ont exprimé au gouvernement leur volonté de voir appliquer une taxe internationale du type "Taxe Tobin". La "Carte-postale-à-Gordon-Brown" a vraiment eu un succès énorme.
A la suite de cette campagne, le Département du Trésor aussi bien que d'autres départements du gouvernement, ont reçu des délégations de "War on Want" pour en discuter et ont promis de revoir cette proposition. L'intérêt des média s'est immédiatement mobilisé et la liste des sympathisant (membres du parlement, d'institutions charitables et autres groupes d' "activistes"), s'allonge continuellement.
Lors de la présentation de notre dernier rapport sur la spéculation sur les monnaies, le directeur de la campagne Rob Cartridge a exprimé ainsi sa satisfaction : " les réactions à cette campagne ont été étonnantes, elle a suscité un soutien massif à la "Taxe Tobin". Nous devons maintenir la pression."
Cette Taxe, qui permettrait de prélever 250 milliards de Dollars par an, calmerait de façon significative des marchés trop volatils tout en mettant des fonds importants à la disposition de la lutte contre la misère.

"Joueurs Anonymes"
Les "joueurs globaux", un rapport publié récemment par "War on Want" a mis en cause les principales Banques de "High Street" dans le



scandale de la spéculation monétaire. En citant HSBC, Natwest et la Barclays comme les joueurs les plus importants sur le marché des changes monétaires, ce rapport a fait sensation dans la presse financière.
La plupart des banques gagnent en spéculant sur le marché des changes et en tirent des gains importants précise le rapport.
"Ce genre d'activité peut avoir des conséquences dévastatrices pour les vies de nos partenaires en Indonésie et au Brésil" déclare Catherine Matheson, Présidente de "War on Want", il est grand temps que les Banques réalisent que leur gains à court terme peuvent signifier des souffrances durables pour beaucoup d'autres.
Pour obtenir une copie de "Global Gambillais" téléphoner à 01716201111.
Participez à notre action ! : écrivez à votre banque, demandez leur s'ils spéculent sur les changes et dites leur que vous n'acceptez pas que votre argent soit utilisé ainsi...

Le Trésor déclare que la " Taxe Tobin " peut être appliquée et fonctionnerait.

Rodney Schmidt expert en économie et conseiller du gouvernement Canadien a donné un grand élan à la "Taxe Tobin" en Europe, Royaume Uni inclus, cet automne.
Le Dr Schmidt, au cours de réunions WOW à Londres s'est fait l'avocat d'une taxe sur les changes de façon extrêmement convaincante. Par ailleurs, au cours de réunions avec des représentants et des conseillers du gouvernement britannique, il a démontré comment , grâce aux nouvelles technologies et pratiques bancaires, la " Taxe Tobin " serait relativement facile à mettre en place .
"La taxe ne nécessiterait aucune nouvelle infrastructure et serait bon marché à appliquer", "elle pourrait s'appliquer à toutes les opérations au travers du système de règlement qui garde la trace de tous les mouvements de fonds et serait de ce fait inévitable. "Cela prouve que l'évasion à cette taxe et la création d' "oasis fiscaux " à cet effet seraient impossibles.
Après avoir rencontré avec diverses ONG et des universitaires en Grande Bretagne, le Dr Schmidt s'est envolé pour Anvers où il s'est adressé à une assemblée d'experts sur la "Taxe Tobin"en provenance de tous les points du globe. Sa présentation sur la Taxe Tobin est disponible à WOW .

Rapport sur le Crach Asiatique .
Un nouveau rapport de W O W sur les effets économiques et sociaux des crises dues aux spéculations du type " 1990 " vient d'être publié ce mois ci. Ce rapport qui met l'accent sur les dangers que représente la volatilité financière pour les pauvres dans le monde peut être obtenue en appelant 01716201111

Réunion G8 Tobin .
Un groupe international en faveur de la taxe Tobin s'est réuni lors du sommet des G8 à Cologne en Juin . A cette occasion, il fut précisé qu'une version plus évoluée de la " Taxe Tobin " à taux variable, pourrait être utilisée pour mettre fin au type de spéculation qui a sapé les économies du Sud est Asiatique en 1997-98 .
Un groupe informel d' ONG et d'activistes favorables à une TT globale, vient de créer un " tableau d'affichage électronique " qui devrait permettre la coordination des activités de recherche.

Promouvoir notre programme politique :
WOW a eu un grand succès en présentant avec fermeté la TT et a obtenu le soutien de membres des Parlements britannique et européen et des centrales syndicales. L'accueil qu'a eu ce projet tant au Labour Party qu'au TUC a été très favorable. Le TUC soutient maintenant la Taxe et lors d'une réunion TT avec la participation de Clare Short à la Conférence du Labour party, 200 délégués étaient présents.

Agissez : Sans votre aide, la TT ne sera jamais appliquée .
La phase suivante de notre campagne s'adresse aux parlements. Si vous ne l'avez pas encore fait, écrivez à votre Député ou à votre Député Européen et poussez vos amis et connaissances à en faire autant. Des argumentaires et des documents sur la TT sont disponibles à WOW .

WAR ON WANT 37-39 Great guilford St London SE1 OES, tel 01716201111,Charity N° 208724 .
www.waronwant.org

Traduction Stan Gir,
Coordination traducteurs : coorditrad@attac.org

TOBIN TAX INITIATIVE

Bulletin d Information de l Initiative pour la Taxe Tobin aux Etats-Unis
(Novembre 1999)

Les responsables de la Finance Mondiale se voient régulièrement à Washington pour discuter d alternatives progressistes dans l élaboration de la finance internationale. Ils ont tout récemment été aux prises avec les problèmes complexes du contrôle des capitaux et commencent à envisager la proposition de la Taxe Tobin, parmi d autres options. Pour plus d Information, contacter l éditeur de la Newsletter.



La déclaration Arcata :

En voici une copie que vous pouvez modifier pour vos propres conseils municipaux. Sur demande, on vous en enverra une copie couleur à encadrer ou à faire passer en conseil municipal.

DECLARATION DU CONSEIL MUNICIPAL D ARCATA SUR LA TAXE TOBIN

ATTENDU que 1,5 trillions de dollars sont échangés quotidiennement et que ces transactions sont à 85% de nature spéculative
ATTENDU qu un tel volume d argent et une telle volatilité désorganisent la capacité des états à établir une politique économique équitable et juste et à fournir des aides pour les besoins sociaux, les programmes environnementaux
ATTENDU que les crises financières récentes et les dévaluations tendent à exacerber les problèmes déjà existants - montée des prix, chômage accru, fermeture d entreprises, instabilité sociale et violation des droits de l homme - et à faire porter ce fardeau aux populations indigènes et pauvres
ATTENDU que cette spéculation excessive pourrait être bridée par une toute petite taxe - entre 0,1 et 0,25% - sur chaque transaction (proposition du Prix Nobel d Economie James Tobin) et qu une telle taxe réduirait les incitations à la spéculation immédiate tout en restant suffisamment faible pour ne pas gêner les investissements à plus long terme
ATTENDU que les revenus de la Taxe Tobin - évalués entre 150 et 300 billions de dollars par an - fourniraient les ressources les plus urgentes pour éradiquer l extrême pauvreté, financeraient les services sociaux élémentaires et atténueraient la destruction de l environnement de façon globale et que le recouvrement, l application et l affectation de ces sommes sont considérés comme économiquement réalisables
IL EST PROCLAME que le Conseil Municipal de la ville d Arcata encourage vivement les gouvernements dans le monde à coopérer immédiatement à l établissement de taxes similaires sur le marché des changes des devises étrangères qui seraient recouvrées et distribuées de manière totalement transparente pour les besoins les plus élémentaires et les plus urgents, à la fois humains et environnementaux et pour des emplois écologiquement durables dans les pays les moins développés.

Travaux théoriques

En gros, il y a 3 sujets à connaître : la version Spahn, la solution Schmidt et la question des produits dérivés.

1. La version Spahn de la Taxe Tobin s occupe de la maîtrise de la volatilité. Une critique récurrente: la taxe serait soit trop faible pour maîtriser cette volatilité, soit trop importante, ce qui tarirait le revenu. Spahn a réalisé une étude pour le FMI en 96 où il critiquait la Taxe Tobin originelle et proposait une taxe à 2 étages. Un étage pour une minuscule taxe sur les transactions dans une marge acceptable de spéculation (semblable au serpent monétaire) qui produirait des revenus considérables, mais ne fausserait pas le commerce. Le second étage serait une taxe-sanction sur la volatilité qui sortirait de la marge.
Cette taxe aurait un pourcentage dissuasif. Les deux étages serviraient d outils macroéconomiques pour contenir la spéculation dans la marge définie.
Le concept Spahn est élégant, mais il ne permettrait de récolter que 40 ou 50 billions de dollars au lieu des 200 ou 300 attendus du modèle Tobin.

2. La solution Schmidt pour la mise en application
L économiste Schmidt suggère d utiliser les sites d implantation du commerce plutôt que les sites de distribution.
L an prochain se mettra en place un nouveau système international (CLS: Continuous Linking Service) qui enregistrera immédiatement toutes les transactions, lieu idéal pour appliquer les taxes de façon automatique.
Les travaux de Schmidt précisent le fonctionnement du CLS et son utilité pour la mise en application de la Taxe Tobin.

3. La question des produits dérivés:
Quand Tobin proposa sa taxe en 78, les produits dérivés n étaient pas un problème comme aujourd hui. De nouvelles versions de la taxe Tobin recommandent d inclure ces données dans la taxe de base.
Le problème reste l application. L argument de bon sens tient toujours: il y a toujours eu des échappatoires, mais il faut imposer des taxes de toute façon... et tout faire pour qu elles soient appliquées!

The Tobin Tax Initiative
www.tobintax.org
cecilr@humboldt1.com

Traduction : Michèle Langlade
Coordination traducteurs : coorditrad@attac.org

Etre moderne ou ne pas être ?



« Pour ou contre la mondialisation ? » : FR 3 puis France Inter (pour ne citer qu eux) ont ouvert ces jours derniers leurs journaux avec ce titre aussi simple qu inexact en rendant compte des manifestations organisées en marge du sommet de l OMC à Seattle.
L ont-ils fait délibérément ou bien ont-ils simplement et en toute bonne foi journalistique, estimé résumer correctement le débat ouvert à cette occasion ?

L ennui, c est qu ils ne se rendent peut-être pas compte qu en procédant ainsi, ils se font les complices actifs d un détournement que l on avait déjà connu, et à doses massives, à propos du débat sur la ratification du traité de Maastricht, de la guerre du Golfe ou de l intervention en ex-Yougoslavie.

A chaque fois, il s agit, au nom sans doute de la simplification médiatique, de ne pas s intéresser réellement à la position de l adversaire, mais de la caricaturer suffisamment pour qu elle apparaisse au choix : stupide, ringarde, passéiste, nationaliste pour ne pas dire fasciste.

S opposer au traité de Maastricht faisait aussitôt de vous un ringard nationaliste hostile à l Europe
Se prononcer contre la guerre du Golfe se transformait en complicité déclarée avec un nouveau Hitler d ailleurs soutenu par Jean Marie Le Pen
S interroger sur le « droit d ingérence » et l intervention en ex-Yougoslavie vous étiquetait pétainiste notoire, complice de la « barbarie serbe ».

Aujourd hui, combattre les conditions d une mondialisation dictées par le catéchisme libéral intégriste revient à préférer le protectionnisme des années 30, à s opposer au développement des pays émergents, à nier les bienfaits des échanges internationaux.

Essayer dans ces conditions d expliquer que l on peut être à la fois partisan du plus grand nombre d échanges possibles entre nations mais hostile à la mise sur le marché de l éducation, de la santé ou des retraites est devenu mission impossible. Tenter de défendre l instauration de règles du jeu en expliquant que la loi de la jungle n est peut-être pas la meilleure forme de société possible fait de vous un adversaire de la liberté et peut-être même un communiste masqué rêvant de recréer les soviets.

La caricature, l amalgame, l abus de langage, la falsification grossière sont devenus les règles du jeu politico-médiatique. Elles masquent, en travestissant en permanence l enjeu des débats, la mise en place d un fantastique carcan idéologique qui a déjà réussi à faire disparaître du vocabulaire, et donc de la discussion, la lutte des classes, les ouvriers, le capitalisme, l injustice ou l exploitation ; autant de mots qui, désormais, vous rattachent davantage à la préhistoire qu à une modernité qui triomphe sur les ondes ou sur les écrans.

La ringardise ainsi dévoilée vous disqualifie d office. Au mieux vous apparaissez comme une variété de comique troupier politique (c était le rôle dévolu par les médias à Georges Marchais), au pire comme un pauvre vieux qui n a pas vu que « les temps ont changé ».

Etre moderne aujourd hui c est donc être pour une mondialisation dynamique pourvoyeuse de progrès, croire à l Europe et à l Euro, s extasier devant le socialisme à la mode Tony Blair et se tenir prêt, arme au pied, à intervenir partout (?) où les droits de l homme sont menacés par un clone d Hitler.

On aurait effectivement tort d hésiter : être moderne ou ne pas être ? Le choix s impose ainsi de lui même.

Cette tendance à l amalgame permanent, à la caricature de la pensée adverse, au manichéisme simpliste, à la déformation outrancière des propos de l autre : on appelait cela, il y a fort longtemps, des procédés staliniens.

Il est vrai que le capitalisme intégriste, pardon, le libéralisme moderne, n est pas à une contradiction près.

Jacques Guérin
Journaliste, Conseil en communication
journal@attac.org (lui fera suivre votre courrier)

Gaz mortel en Uruguay

Gaz mortel non seulement parce que 5 personnes sont décédées, que 16 ont été intoxiquées et une grièvement blessée en raison de fuites de gaz, durant trois ans de gestion de GASEBA URUGUAY S.A., une filiale de GAZ DE FRANCE, mais aussi parce que la menace persiste pour ses 45 000 usagers et pour la survie des 200 travailleurs licenciés, parmi lesquels 7 dirigeants syndicaux, et parce que 250 familles vont perdre leur stabilité professionnelle à partir de l'an 2000.

Depuis janvier 1995, date de privatisation de Gas del Uruguay, la nouvelle entreprise GASEBA a gravement affecté la vie de la population, les



droits des travailleurs et la souveraineté du pays, en ne respectant pas les engagements pris envers l'État uruguayen, en ne rénovant pas les canalisations vétustes (d'une moyenne d'âge de 60 ans), en n'investissant pas dans la maintenance préventive de l'installation de production et en mettant par conséquent en péril la fourniture de gaz, en augmentant arbitrairement les tarifs et en ne payant pas les dettes contractées auprès de l'État uruguayen (plus de 600 000 dollars).

Dans une attitude colonialiste et devant la passivité complaisante des pouvoirs publics, uruguayens et français, car du fait qu'il s'agit d'une société publique française, elle devrait subir un minimum de contrôle de son propre gouvernement, GAZ DE FRANCE ignore ses obligations et discrédite les meilleures traditions du peuple français.

Face à cette situation, les citoyens uruguayens et le syndicat du gaz d'Uruguay réclament que des représentants des usagers et des travailleurs soient intégrés aux directions des entreprises d'énergie pour assurer leur fonctionnement correct, qu'une convention sur la stabilité professionnelle soit signée, que les acquis syndicaux des organisations professionnelles soient respectés, selon les accords approuvés par l'OIT et qu'un accord cadre qui regroupe tous les travailleurs, des maisons mères comme de leurs filiales dans le monde soit établi, et que par un accord immédiat avec GAZ DE FRANCE, la stabilité professionnelle des employés de GASEBA URUGUAY S.A. soit établie, ainsi que la réintégration des 7 dirigeants syndicaux licenciés.

Envoyer des adhésions et un soutien économique à uaoegas@chasque.apc.org et envoyer des fax de soutien à ces demandes aux autorités et institutions suivantes :

* M. Julio María Sanguinetti, Président de la République, Montevideo, Uruguay 00 59 82 480 93 97
* Commission de Législation sur le Travail, Chambre des Représentants 00 59 82 924 81 13 - 00 59 82 203 55 38
* Ambassadeur de France en Uruguay, M. Thierry Reynard 00 59 82 902 37 11
* Service commercial de l'Ambassade de France 00 59 82 709 41 43
* Commission des Affaires relatives au Travail, Chambre des Sénateurs 00 59 82 203 65 98
* Bureau des Relations Internationales 00 59 82 924 87 74
* Salle de Presse (correspondants de presse) 00 59 82 924 87 72
* Mme Analía Piñeyrúa, Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale 00 59 82 916 29 32
* Architecte Mariano Arana, Maire de Montevideo 00 59 82 902 02 01
* M. Pierre Perez, Président de GASEBA URUGUAY (Siège à Buenos Aires, Argentine) 00 54 114 3159559
* M. Alain Saclier, Directeur Général de GASEBA URUGUAY S.A. 00 59 82 908 74 49

Pour que le gaz naturel soit au service de la population et qu'il ne serve pas simplement aux bénéfices des multinationales.

Information parue dans le « Correo Informativo ATTAC » n°12 informativo@attac.org
Traduction Corinne Gassie
Coordination traducteurs : coorditrad@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/fra/cale>

- Mardi : PARIS 15 – PARIS 11 – NANCY – GRENOBLE
- Mercredi : MARSEILLE – TOULOUSE – PARIS 19 – PARIS NORD OUEST
- Vendredi : MONTAUBAN

A Paris, d'autres associations : Les Marches Européennes organisent une action le vendredi 10 décembre (14h00 Place du Chatelet) – Les associations AC ! APEIS et MNCP (mouvements de chômeurs et précaires) organisent une manifestation le samedi 11 décembre (14h00 Place de la République)